

[Texte]

With respect to the comment made in a letter sent to your committee, Mr. Chairman, about a saving of \$11 million on the Campeau Corporation negotiations from what the original point was and what the ending point was, I am sure that was the difference; but I do not think that has any relation to what the department might have been able to negotiate with other landlords with whom they did not negotiate or renegotiate. It also ignores the potential savings of using the unoccupied and still vacant space in Hull that the government built and paid \$48.9 million for 6 years ago.

I think on the matter of value for money and due regard to economy on the Centennial Towers, if you do a comparison of the present value basis of the renegotiated offer with Campeau compared to an unsolicited bid from Met Life, which I think could be called a comparative building, it shows that office space in Centennial Towers is \$10.75 a square metre more—and that is before renegotiation with any other landlord. That is a difference of \$3.7 million in the value of the lease.

Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you.

Mr. Mackay.

**Mr. J.A.H. Mackay (Deputy Minister, Department of Public Works):** Mr. Chairman, I do not want to be accused of repeating what I said yesterday. I am sorry we have been unable to convince the Auditor General and his staff that what we did was the right thing to do and to achieve the result of working toward satisfying the new proposed security agency in a suitable facility in the timeframe within which they wanted it. That was our prime objective when we opened up renegotiation with the owners of Centennial Towers.

• 1545

As I pointed out yesterday very specifically on two or three occasions, when we had another look at the lease tender call number six responses that took place in 1982, there was only one building large enough to satisfy the needs as we perceived them to be, which were urgent. They were also supported by conversations and discussions we had with the security agency that building you visited yesterday afternoon was the only building in town capable of meeting the requirements in terms of size and in terms of the time. In fact, it could have been available by the end of last year. We proceeded on that basis.

As I said yesterday, we recognized that there could in fact be some problems associated with getting the Bill through the House, but we were not as close to the decision knowledge as perhaps the Treasury Board ministers were. Therefore, we did show in our Treasury Board submission that we could in fact acquire a building to meet the requirements of the security service. However, we pointed out that if in the wisdom of the ministers this was a dicey decision and the legislation in fact would not be passed in time for that action to take place, we recommended Fisheries and Oceans, a department that for

[Traduction]

ministère avait peut-être déjà fait cette analyse mais il ne l'a en tout cas pas fournie à ce moment-là, comme il le devait.

Dans une lettre envoyée au Comité, on parle d'une économie de 11 millions de dollars réalisée après négociation avec la Société Campeau et je suis sûr que ce chiffre est véridique. Je ne pense pas cependant que l'on puisse rapprocher cette somme des économies que le ministère aurait pu réaliser en négociant ou renégociant avec d'autres propriétaires. En outre, il ne faut pas négliger le fait que l'on aurait pu réaliser des économies en utilisant un immeuble inoccupé que le gouvernement a fait construire à Hull, il y a six ans, au coût de 48.9 millions de dollars.

Pour vérifier s'il y a eu bonne gestion et si l'on a tenu compte du rapport qualité-prix dans le cas de l'immeuble Centennial, il suffit de comparer la valeur actuelle de l'entente conclue avec Campeau et l'offre spontanée d'un immeuble comparable de la Met Life pour constater qu'il en coûte 10.75\$ le mètre carré de plus pour louer l'immeuble Centennial. Et cela ne tient pas compte de renégociations possibles avec d'autres propriétaires. Au total, pour la valeur du bail, cela fait une différence de 3,7 millions de dollars.

Merci monsieur le président.

**Le président:** Merci.

Monsieur Mackay.

**M. J.A.H. Mackay (sous-ministre, ministère des Travaux publics):** Monsieur le président, je ne voudrais pas répéter ce que j'ai dit hier. Je suis désolé de ne pouvoir persuader le vérificateur général et son personnel que nous avons pris la bonne décision et que nous cherchons à répondre convenablement aux besoins de l'agence de sécurité proposée dans les délais impartis. C'était là notre principale préoccupation quand nous avons entrepris de renégocier avec les propriétaires de l'immeuble Centennial.

Comme je l'ai dit hier très précisément à deux ou trois reprises, quand nous avons étudié les offres en vertu de l'appel d'offres numéro 6 de 1982, nous n'avons trouvé qu'un seul immeuble assez vaste pour répondre aux besoins urgents tels que nous les comprenions. En outre, pour nous confirmer cette opinion, il y a eu des entretiens et des discussions avec l'agence de sécurité qui nous portaient à croire que l'immeuble que vous avez visité hier après-midi était le seul d'une superficie suffisante pour répondre à ces besoins dans les délais impartis. Comme l'immeuble pouvait être prêt à la fin de l'année dernière, nous avions-là une raison supplémentaire.

Comme je l'ai dit hier, nous nous rendions bien compte qu'il y avait des difficultés retardant l'adoption du projet de loi à la Chambre mais nous n'étions pas aussi près des centres de décision que le sont peut-être les ministres du Conseil du Trésor. Par conséquent, notre demande au Conseil du Trésor expliquait que nous pouvions acquérir l'immeuble pour répondre aux besoins de l'agence de sécurité. Toutefois, nous ajoutions que si les ministres voyaient quelque risque que le projet de loi ne fût adopté à temps, nous recommandions que le ministère des Pêches et des Océans, qui réclame depuis